



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Security and Information Operations Division/Division
de la sécurité et des opérations d'information

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet CD-DAR - ITQ Invitation to Qualify: Cyber Defence – Decision Analysis and Response	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-20CY06/C	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-20CY06	Date 2021-06-17
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-049-28197	
File No. - N° de dossier 049qe.W6369-20CY06	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-07 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Wight, Patti	Buyer Id - Id de l'acheteur 049qe
Telephone No. - N° de téléphone (873) 355-3543 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See Herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'offre - Sollicitation No
W6369-20-CY06/C

N° de la modif - Amd. No.
005

Id de l'acheteur - Buyer ID
049qe

L'AMENDMENT 005 EST SOULEVÉ POUR:

1. Répondre aux questions relatives à l'Invitation à se qualifier.

Tableau des questions et réponses

Questions et réponses dans la modification 002		
No.	Question	Réponse
1	Réf. 1.2.3 Portée du processus d'approvisionnement prévu : « Le Canada a l'intention d'adopter une approche itérative et graduelle pour la mise en œuvre. » Est-ce que cela sous-entend que le Canada adoptera une approche d'élaboration et de gestion de projet pour mettre en œuvre la CD-DAR (dans la même approche que celle utilisée pour le C2 réseau CICS) plutôt que d'acheter des outils de sécurité commerciaux, gouvernementaux ou militaires sur étagère comme solution complète?	Pour le projet CD-DAR, l'objectif est de demander des solutions commerciales, gouvernementales ou militaires sur étagère pour la conception et la livraison de la capacité. La ou les solutions seront intégrées au moyen d'une approche itérative et graduelle par un Intégrateur principal dans une solution entière et complète pour le projet de CD-DAR.
2	Le Canada prévoit-il que le MDN agisse à titre d'intégrateur des solutions CD-DAR obtenues sous contrat ou l'industrie sera-t-elle tenue de les intégrer au CORFC?	L'intégration de la capacité de CD-DAR au sein du MDN/FAC sera réalisée par l'Intégrateur principal, en coordination avec l'équipe de gestion de projet ou sous la direction de celle-ci.
3	Réf. Annexe A, Tableau 1 – 01 – « Groupe des cinq (Gp5) ». Fait-on référence à un client militaire ou gouvernemental des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande ou du Canada ou le projet peut-il concerner une entité non gouvernementale au sein de ces pays du Gp5?	Le « Groupe des cinq » ne désigne pas forcément un client militaire ou gouvernemental, mais tout client en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni ou aux États-Unis, de sorte que le projet en question peut concerner une entité non gouvernementale au sein de l'un des pays du Gp5.
4	Le gouvernement publiera-t-il les documents au format Word pour faciliter la transcription des réponses?	Le Canada ne publiera pas les documents dans MS Word. Les fournisseurs sont invités à utiliser les fonctionnalités du logiciel PDF pour convertir les documents en texte modifiable.
Questions et réponses dans la modification 003		
5	Réf. Annexe A, Tableau 1 et 2. Le Canada peut-il préciser que les références de projet avec des solutions commerciales dans l'environnement commercial sont acceptables comme références pour CD-DAR?	Le Canada acceptera les références de projets avec des solutions commerciales dans l'environnement commercial des pays du Gp5.
6	Le Canada peut-il répondre à une recommandation visant à élargir la portée des références de projet pour inclure les pays de l'OTAN ainsi que les pays du Gp5?	Le Canada ne considérera que les références couvrant l'expérience au sein des pays du Gp5.
7	Nous aimerions connaître les partenaires potentiels que nous devrions approcher avec notre solution. Est-il possible de fournir les noms des intégrateurs ou des revendeurs qui ont soumis lors de la phase initiale de ce processus? Le Canada a-t-il une liste d'intégrateurs privilégiés qui pourrait être fournie?	Comme il s'agit de la première phase du marché du CD-DAR, SPAC n'a actuellement aucune liste de fournisseurs intéressés ni de liste d'intégrateurs privilégiés à fournir. La présente ISQ permettra de créer une liste des fournisseurs qualifiés. Les fournisseurs qui recherchent des possibilités de partenariat sont invités à s'identifier et à inscrire leur nom sur la liste des fournisseurs intéressés (LIF) liée à l'affichage de l'ISQ sur le site achatsetventes. Les instructions pour s'inscrire sur la liste sont fournies sur le côté droit de la page, sous le titre « Identifiez les fournisseurs intéressés par cet avis ».

Questions et réponses dans la modification 004	
8	<p>Le Canada peut-il clarifier le but de la DDR actuellement publiée sur le CD-DAR n ° W6369-20CY06 / B?</p>
9	<p>Le Canada a mentionné que la Politique des RIT s'appliquera au projet Cyberdéfense – Analyse des décision et réponse. Le Canada peut-il fournir des informations sur les modalités et conditions potentielles liées à la Politique des RIT en ce moment?</p>
<p>Le DDR W6369-20CY06/B ne demande actuellement aucune réponse de fournisseur. Cette DDR restera ouverte après la clôture de l'ISQ et sera utilisée pour informer continuellement l'industrie du processus d'approvisionnement du CD-DAR.</p> <p>La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) s'appliquera au projet Cyberdéfense – Analyse des Décision et Réponse (CD ADR). À l'heure actuelle, les modalités des RIT sont fournies à titre informatif seulement et pourraient être modifiées. Ces modalités constituent le fondement de toute exigence en matière de RIT dans un futur contrat CD ADR. Les exigences en matière de RIT pour le projet CD ADR seront élaborées avec tous les fournisseurs qualifiés ultérieurs, en conjonction avec le processus d'engagement relatif aux invitations à se qualifier (IQ). Toute exigence définitive en matière de RIT propre au projet CD ADR sera saisie dans une demande de proposition pour le projet CD ADR.</p> <p>Des renseignements sur la Politique des RIT, y compris la proposition de valeur, se trouvent à l'adresse http://www.canada.ca/rit.</p>	
Questions et réponses dans la modification 005	
No.	Question
10	<p>Dans le but de protéger la Couronne et l'approvisionnement, nous souhaitons savoir si la référence à une « association » dans la définition d'« entité » au point 2.2.2 de la section 2.2 sur la terminologie commune renvoie bel et bien au terme défini « association d'entités ».</p> <p>« Entité » signifie un particulier, une compagnie constituée en personne morale, un partenariat, une société, une coentreprise, un syndicat, une association, une fiducie ou toute autre forme d'entité juridique (point 2.2.2 de la section 2.2 sur la terminologie commune).</p> <p>Une association d'entités désigne des entités juridiques distinctes au sein d'un réseau de services professionnels officiellement organisé dont tous les membres fonctionnent en utilisant une image de marque commune. L'accès à la propriété intellectuelle et aux ressources de talent doit être partagé, et la technologie, la méthodologie, les stratégies et les politiques doivent être intégrées à l'échelle du réseau. Il ne comprend pas les filiales non connexes du répondant avec qui celui-ci collabore en partenariat par l'intermédiaire de</p>
Réponse	
<p>Le point 3.4 de l'ISQ explique comment l'expérience d'une équipe principale du répondant sera évaluée pour les besoins de l'ISQ. Les « associations d'entités » peuvent soumettre une réponse à l'ISQ. Toutefois, à moins qu'une telle réponse soit soumise comme coentreprise, un membre de l'équipe devra agir comme principal répondant. Les autres membres de l'« association d'entités » devront être soumis comme « membres de l'équipe principale ».</p>	

	<p>l'équipe du répondant ou d'une coentreprise selon le cas (point 2.2.1 de la section 2.2 sur la terminologie commune).</p> <p>Nous espérons que l'intention du Canada était de référer aux « associations d'entités », comme indiqué au point 2.2.1 de la section 2.2 sur la terminologie commune, car cela permettrait de garantir que les entreprises avec des qualifications globales au sein des nations du Groupe des cinq (Gp5), agissant comme des entités juridiques distinctes dans un réseau de services professionnels officiellement organisé, puissent utiliser des projets pour justifier les critères obligatoires et cotés qui n'ont pas été livrés au Canada. Cette modification serait bénéfique pour nous, mais également pour l'ensemble de l'industrie, puisque cela donnerait aux répondants l'occasion de tirer parti d'un plus grand éventail de qualifications globales à partir de leur réseau d'entreprises dans les nations du Gp5. De plus, le Canada est avantagé par la mise en place d'un processus plus compétitif qui comprend une expérience globale des entreprises agissant à titre d'associations d'entités dans leurs réponses à l'invitation à se qualifier (ISQ), fournissant de ce fait au Canada le meilleur aperçu des qualifications et de l'expérience des répondants.</p> <p>Nous ne croyons pas que le Canada avait l'intention d'être inutilement restrictif, mais qu'il visait plutôt à inclure « association d'entités » à même la définition d'« entité ». Puisque le terme « association » n'est pas dans la liste des définitions dans la section 2.2 sur la terminologie commune et que le terme « association d'entités » est défini dans cette même section, mais qu'elle n'apparaît nulle part ailleurs dans l'ISQ, nous pensons que la définition d'« association d'entités » était comprise dans celle d'« entité ». Le Canada pourrait-il confirmer, en publiant une version révisée de l'ISQ, qu'une association d'entités se qualifie comme étant une entité?</p>	
11	La Couronne peut-elle confirmer qu'une référence de projet est acceptable pour justifier les critères obligatoires et cotés pour lesquels le répondant agissait à la fois comme client et fournisseur?	Une référence de projet pour justifier les critères obligatoires et cotés pour lesquels le répondant agissait à la fois comme client et comme fournisseur n'est pas acceptable.
12	Dans le but d'aider la Couronne à évaluer l'expérience et la capacité des répondants à concevoir, élaborer, intégrer, mettre en œuvre et livrer des solutions intégrées antérieures de cybersécurité et d'analyse des décisions et réponse, la Couronne peut-elle confirmer qu'une référence de projet est acceptable pour justifier les critères obligatoires et cotés lorsque le lieu du	La personne-ressource du client pour le projet référencé peut résider en dehors des nations du Gp5, mais, comme le mentionnent les critères obligatoires et cotés, le projet doit avoir été réalisé au sein d'une nation du Gp5 et pour un client de ce groupe. Les répondants intéressés doivent vérifier les exigences en matière de sécurité énoncées dans la section 1.2 Exigences relatives à la sécurité pour la phase 3 – Diligence raisonnable pour la phase 4

	travail effectué est situé au sein des nations du Gp5, mais que le contact client réside à l'extérieur de celles-ci?	– Demande de propositions et la section 1.3 Exigences relatives à la sécurité pour la phase 5 – Contrat. Ces exigences en matière de sécurité comprennent la limitation, à différents degrés, du brouillon de la demande de propositions et du contrat aux citoyens du Canada, des États Unis, du Royaume Uni, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande.
13	Réf. : Tableaux 1 (p. 30) et 2 (p. 33) de l'annexe A. L'État pourrait-il confirmer que des projets de référence mis en œuvre avec succès dans l'IRSC satisfont aux diverses exigences où il est précisé « pour des réseaux de GI-TI complexes composés d'au moins 8 000 points terminaux » au sein d'au moins une des nations du Gp5?	Pour le moment, nous ne pouvons confirmer la conformité du projet de référence réalisé dans l'IRSC. Dans sa soumission, le répondant doit démontrer hors de tout doute que son projet a été réalisé dans une portion suffisamment importante du réseau pour satisfaire à l'exigence des 8 000 nœuds.
14	Conformément à l'annexe B sur les exigences relatives à la sécurité: La compagnie A (États Unis) respecte individuellement l'ensemble des exigences relatives à la sécurité. La compagnie B (Canada) respecte plusieurs exigences de sécurité, mais pas toutes. La compagnie C est l'entité juridique qui possède à la fois la compagnie A et la compagnie B. Dans ces circonstances, le Canada juge-t-il acceptable, pour les besoins de cette ISQ, que la compagnie C soit identifiée comme principal répondant et que les autorisations de sécurité des compagnies qu'elle possède soient reconnues dans la détermination de sa conformité à l'annexe B sur les exigences relatives à la sécurité?	Les répondants n'ont pas à satisfaire aux exigences relatives à la sécurité des prochaines phases de l'approvisionnement pour répondre à cette ISQ. Les autorisations requises peuvent être obtenues après le processus de l'ISQ. Pour les phases suivantes de l'approvisionnement, toute entité juridique participant au processus doit elle-même détenir les autorisations de sécurité nécessaires afin d'accéder aux renseignements classifiés et pour que l'entité juridique puisse se voir attribuer un contrat. Les autorisations de sécurité d'entités juridiques distinctes ne peuvent être jumelées pour satisfaire aux exigences.
15	Nous aimerions répondre à l'ISQ, mais, à l'heure actuelle, nous ne satisfaisons pas aux exigences relatives à la sécurité de la demande de propositions ou des phases du contrat. Services publics et Approvisionnement Canada ou le ministère de la Défense nationale pourraient-ils financer notre entreprise dans l'obtention des autorisations de sécurité requises?	Le Canada aidera seulement les fournisseurs qui se sont qualifiés à cette ISQ dans l'obtention des autorisations de sécurité nécessaires à la prochaine phase de l'approvisionnement.
16	Dans son invitation à soumissionner, l'État demande ce qui suit : « le renseignement de sources ouvertes (OSINT) pour l'analyse multismources et multiconditions[...]; mener des collectes de renseignements rapides et régulières; mener des activités de déception ». Renseignement externe sur les menaces – Le MDN et les FAC devraient utiliser des flux de type quantitatif proactif, dont l'analyse du Web caché. Le système doit incorporer les flux de service cybernétique de renseignement de sources ouvertes (OSINT) durable, ajustable et de bonne réputation. On comprend ainsi que le soumissionnaire doit démontrer qu'il est en mesure de produire des renseignements liés aux cybermenaces en temps opportun et de proposer au MDN des produits exploitables adaptés aux besoins du Ministère. Il doit également démontrer qu'il connaît l'ennemi et, en particulier, les attaques et les compromissions visant le MDN.	L'expérience dans la production des renseignements sur les cybermenaces et connaissance des attaques de l'adversaire ennemi ne sont pas limitées au MDN.

17	<p>Références sur le rendement antérieur : dans chacun des critères obligatoires du tableau 1 (Critères d'évaluation techniques obligatoires) et chacun des critères d'évaluation cotés du tableau 2 (Critères d'évaluation techniques cotés) de son invitation à soumissionner, l'État demande au fournisseur une référence où il a réalisé avec succès des travaux similaires en précisant les caractéristiques du réseau (p. ex., les points terminaux). De tels détails sont souvent considérés de nature très délicate et même classifiés au sein du Gp5 parce qu'ils révèlent la portée et l'étendue de l'infrastructure du réseau et des opérations qui s'y déroulent. En conséquence, bien que nous souhaitons répondre à l'invitation, nous prévoyons d'importantes difficultés à convaincre nos clients membres du Gp5 d'autoriser la divulgation de renseignements de cette nature.</p> <p>Le MDN et les FAC pourraient-ils envisager de présenter par les voies appropriées des demandes officielles aux agences partenaires homologues au sein du Gp5 dont les capacités de divulgation (à leur discrétion) du portrait et des capacités de leur fournisseur actuel sont comparables?</p>	<p>Dans le cadre de leur invitation à soumissionner, le MDN et les FAC n'envisagent pas de demander aux partenaires du Gp5 de fournir une liste de fournisseurs en mesure de satisfaire aux exigences du projet Cyberdéfense – Analyse des décisions et réponse (CD-ADR). L'État demande au répondant de consulter la section 2, Expérience au sein de projets classifiés, de l'annexe A, Critères d'évaluation obligatoires, de l'invitation à soumissionner. On y décrit la procédure pour établir que l'expérience a été acquise dans le cadre d'un projet classifié et la façon dont l'équipe chargée de l'évaluation, y compris l'autorité contractante possédant la cote sécurité nécessaire, procèderont à l'évaluation du travail réalisé que précise les critères.</p>
18	<p>Nous avons relevé que les références des pays membres de l'OTAN étaient incluses dans l'ébauche de l'invitation à soumissionner, mais absentes de sa version publiée. Le MDN et les FAC peuvent-ils nous faire part des motifs du retrait de ces références?</p>	<p>À la suite d'une analyse plus poussée et dans la foulée de plusieurs consultations menées auprès de divers intervenants, le MDN a décidé de ne pas exiger que le répondant fournisse le nom de pays membres de l'OTAN en référence, puisque cela ne répond pas aux besoins du Ministère.</p>
19	<p>Le MDN et les FAC accepteraient-ils les références des gouvernements d'autres pays que ceux du Gp5 ou des pays membres de l'OTAN?</p>	<p>Les références aux gouvernements qui ne font pas partie du Gp5 ne seront pas prises en compte, puisqu'elles ne satisfont pas aux exigences de l'invitation à soumissionner.</p>
20	<p>Atténuer les risques inhérents au programme par la réduction de la complexité : le projet CD-ADR nécessitera un amalgame de solutions bien intégré provenant de multiples fournisseurs, comme il est indiqué à la section 4.3 de l'énoncé des besoins. Pour accroître la capacité à gérer une solution complète et complexe comme le projet CD ADR, nous suggérons à l'État de réduire le nombre des composantes à intégrer de chaque fournisseur. S'il scinde le projet en portions de moindre envergure, il sera possible de répondre aux besoins liés à celles-ci au moyen de solutions intégrées bien conçues présentant un moindre risque de non-livraison. Selon nous, il importe que le Canada tienne compte du degré élevé de complexité de l'intégration et du déploiement d'un amalgame de solutions, puisque les risques de retard et de défaillance sont directement proportionnels au nombre des composantes.</p>	<p>Le nombre de solutions amalgamées ne sera pas pris en compte dans les critères d'évaluation cotés. Les points seront alloués selon le barème appliqué aux critères cotés décrits dans le tableau 2 de l'annexe A.</p>

N° de l'offre - Sollicitation No
W6369-20-CY06/C

N° de la modif - Amd. No.
005

Id de l'acheteur - Buyer ID
049qe

	Le MDN et les FAC tiendront-ils également compte du nombre de solutions amalgamées dans les critères d'évaluation cotés?	
--	--	--